

Séance du conseil municipal du VENDREDI 16 DECEMBRE 2011

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille onze, le seize décembre, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

**Étaient présents :** MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Alain REGINATO

**Étaient absents :** MM. Fabienne DE MACEDO, Martine RACHDI, Alexandrine BARBEDETTE, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Brigitte CAMILLERI

**Pouvoirs de vote :**

Mme DEMACEDO à M. CASTAGNOS

Mme RACHDI à M. SEGUY

Mme CAMILLERI à Mme MORTZ

Madame Cathy SAMANIEGO a été élue secrétaire de séance.

~~~~~

Le conseil municipal approuve le procès verbal de la séance du 27 septembre 2011 dont une copie avait été adressée à chacun des membres.

~~~~~

**SERVICES**

**1. Détermination de tarifs 2012 pour le camping**

Monsieur le maire invite le conseil municipal à déterminer les tarifs du camping municipal « Le Vieux Moulin » pour l'année 2012.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

24 voix pour  
0 voix contre  
0 voix abstention

**Formule camping**

**Tarifs /nuit/ emplacement 2012**

## CLASSIQUE

Emplacement nu	1,60 €
Emplacement + voiture	2,90 €
Emplacement + caravane + véhicule	4,80 €
Emplacement + camping-car	4,80 €
Campeur adulte	2,40 €
Campeur enfant de moins de 13 ans	1,30 €
Fourniture d'énergie électrique	2,80 €

### Formule camping ETAPE ET AIRE DE SERVICE

Tarifs 2012

Formule étape 1 nuit (2 campeurs adultes + caravane et véhicule ou + camping-car) électricité incluse	10,50 €
Halte vidange + plein d'eau (sans stationnement)	2,90 €

Publié le 26 décembre 2011

Visa Préfecture le 2 janvier 2012



## 2. Détermination des tarifs 2012 du service « funéraire »

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

### 1. Concessions funéraires :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la Commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Les concessions funéraires sont des autorisations d'occupation privative du domaine public sous forme contractuelle, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

### 2. Surveillance des opérations funéraires :

Afin d'assurer l'exécution des mesures de police applicables, notamment les mesures de salubrité publique, un certain nombre d'opérations funéraires doivent s'effectuer sous la responsabilité du maire, en présence d'un agent municipal assermenté. Seules les opérations funéraires suivantes devant ainsi faire l'objet d'une surveillance donnent lieu au versement d'une vacation :

- les opérations de fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et, dans tous les cas, lorsqu'il y a crémation ;
- les opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps.

Afin d'éviter des disparités suivant les communes, la loi a prévu l'encadrement des vacations funéraires, dont le montant, fixé par le maire après avis du conseil municipal, est désormais compris entre 20 et 25 €. Elles ne peuvent pas être gratuites. Elles transitent par la recette communale pour être reversées au fonctionnaire municipal ayant effectué la surveillance (CGCT, art. L 2213-14, L 2213-15 et R 2213-44 à 49).

### 3. Taxes communales en matière funéraire

Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par le conseil municipal. Ces tarifs sont fixes (ils ne peuvent être modulés selon la nature ou la qualité des prestations fournies) ; ils ne peuvent non plus être différents selon le lieu du domicile, du décès ou de la mise en bière du défunt (CGCT art. L 2223-22).

Limitativement assises par la loi sur les convois, les inhumations et les crémations, elles ne peuvent concerner les exhumations.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs du Service Funéraire pour l'année 2012. Il est

proposé d'augmenter les tarifs 2011 de 2%.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré**

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉTERMINE** les montants pour les concessions funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ainsi qu'il suit :

Objet	durée	Surface	Tarifs 2012
<b>CONCESSION PLEINE TERRE</b>			
Pleine terre enfant	15 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m <sup>2</sup>	<b>59,43 €</b>
	30 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m <sup>2</sup>	<b>67,92 €</b>
Pleine terre traditionnel	15 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m <sup>2</sup>	<b>148,58 €</b>
	30 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m <sup>2</sup>	<b>169,79 €</b>
<b>CONCESSION CONSTRUCTIBLE</b>			
Cave urne	50 ans	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m <sup>2</sup>	<b>61,13 €</b>
Caveau	50 ans	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m <sup>2</sup>	<b>286,51 €</b>
Caveau	50 ans	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m <sup>2</sup>	<b>1 305,29 €</b>
Cave urne	perpétuelle	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m <sup>2</sup>	<b>122,25 €</b>
Caveau	perpétuelle	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m <sup>2</sup>	<b>573,05 €</b>
Caveau	perpétuelle	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m <sup>2</sup>	<b>2 610,58 €</b>
<b>CASE COLOMBARIUM</b>			
Case	30 ans		<b>652,80 €</b>
<b>CAVEAU D'ATTENTE</b>			
Du 1er au 3e mois			<b>11,73 €/mois</b>
À partir du 4e mois			<b>32,64 €/mois</b>

**DÉTERMINE** les montants pour les vacations liées à la surveillance des opérations funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ainsi qu'il suit :

Objet	Détail	Tarifs 2012
Vacations	Opération de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès	<b>21,42 €</b>
	Opération d'exhumation des restes mortels	<b>21,42 €</b>
	Opération de ré inhumation des restes mortels	<b>21,42 €</b>
	Opérations de translation des restes mortels	<b>21,42 €</b>

**DÉTERMINE** les montants pour les taxes funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ainsi qu'il suit :

Objet	Tarifs 2012
Taxe inhumation (dont dispersion des cendres au Jardin du Souvenir	<b>42,33 €</b>

Publié le 26 décembre 2011  
Visa Préfecture le 30 décembre 2011

~~~~~

### 3. - Détermination des tarifs 2012 du service : Location des salles polyvalentes

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les associations, syndicats ou partis politiques, mais également toute autre personne physique ou morale, peuvent, sur leur demande, être autorisés à utiliser des locaux appartenant à la commune (CGCT, art. L2144-3).

La décision de mettre des locaux communaux à la disposition de ceux qui en font la demande, et la détermination de leur conditions d'utilisation relève de la compétence du maire, sous le contrôle du conseil municipal.

L'utilisation de locaux communaux à des fins privées peut être autorisée à titre gratuit ou onéreux (la contribution due étant en ce cas fixée par le conseil municipal). Cette utilisation semble devoir obéir aux règles relatives au principe d'égalité devant le service public, qui autorisent l'existence de régimes préférentiels à condition que ceux-ci se fondent uniquement sur des différences de situation des usagers (habitants permanents d'une commune, résidents temporaires, personnes étrangères à la commune...) ; aucun privilège, aucune discrimination ne sont justifiés pour des personnes placées dans une situation identique et soumises au même régime juridique.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à fixer les tarifs de location des salles polyvalentes pour l'année 2012, en majorant les tarifs 2011 de 2%.

#### Le conseil municipal, après en avoir délibéré

24 voix pour  
0 voix contre  
0 voix abstention

**DÉCIDE** de fixer les tarifs de location des salles polyvalentes communales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ainsi qu'il suit :

#### **TARIFS 2012 LOCATION** (prix par location)

| PARTICULIERS             | Utilisations possibles             |           |                |                   |           |                |
|--------------------------|------------------------------------|-----------|----------------|-------------------|-----------|----------------|
|                          | Divers (réunions, jeux, expo,,,) ) |           |                | Repas, réceptions |           |                |
| Salles                   | Caution                            | Aiguillon | Hors Aiguillon | Caution           | Aiguillon | Hors Aiguillon |
| Salle des Majorettes     | 153 €                              | 33 €      | 40 €           | 153 €             | 164 €     | 197 €          |
| Salle des Fêtes          | 71 €                               | 33 €      | 40 €           | 71 €              | 164 €     | 197 €          |
| Salle Roger Daguerre     | 71 €                               | 33 €      | 40 €           | 71 €              | 96 €      | 114 €          |
| Ste Radegonde            | 71 €                               | 33 €      | 40 €           | 71 €              | 60 €      | 72 €           |
| Salle Sabatté            | 71 €                               | 33 €      | 40 €           |                   |           |                |
| Club house Louis Jamet   |                                    |           |                | 153 €             | 164 €     | 197 €          |
| Club house Marcel-Durand |                                    |           |                |                   |           |                |

| ASSOCIATIONS             | Utilisations possibles          |           |                |                   |                                     |                |
|--------------------------|---------------------------------|-----------|----------------|-------------------|-------------------------------------|----------------|
|                          | Divers (réunions, jeux, expo,,) |           |                | Repas, réceptions |                                     |                |
| Salles                   | Caution                         | Aiguillon | Hors Aiguillon | Caution           | Aiguillon                           | Hors Aiguillon |
| Salle des Majorettes     | 71 €                            | 0 €       | 0 €            | 71 €              | Gratuit                             | 200,00 €       |
| Salle des Fêtes          |                                 | 0 €       | 0 €            |                   |                                     |                |
| Salle Roger Daguerre     |                                 | 0 €       | 0 €            | 71 €              |                                     |                |
| Ste Radegonde            |                                 | Gratuit   | Gratuit        |                   |                                     |                |
| Salle Sabatté            |                                 | Gratuit   | Gratuit        |                   |                                     |                |
| Club house Louis Jamet   |                                 |           |                | 71 €              | Gratuit                             |                |
| Club house Marcel-Durand |                                 |           |                |                   | Sauf assos sportives conventionnées |                |

**NOTE** que la Taxe d'Aménagement nouvellement instituée est applicable sur l'ensemble du territoire communal et que conformément à l'article L331-2 4ème alinéa du code de l'urbanisme chacune de délibérations par lesquelles l'autorité compétente institue, renonce ou supprime la TA est valable pour une durée de trois ans à compter de son entrée en vigueur.

**PRÉCISE** que ladite délibération ayant pour but de fixer le taux applicable est valable pour une période d'un an, reconduite automatiquement et de plein droit dans le cas où une nouvelle délibération ne serait pas adoptée avant le 30 novembre pour une application au premier janvier de l'année suivante.

**DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et sera exécutoire dès la transmission au représentant de l'État,

**MANDATE** monsieur le maire pour procéder aux formalités nécessaires pour l'application des taux nouvellement fixés.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2011*



#### 4. Fixation des tarifs 2012 pour la mise à disposition de chapiteaux et estrade

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon possède du matériel de fêtes (chapiteaux, estrade) qu'elle utilise pour des manifestations organisées par les services municipaux, les établissements scolaires, les associations ou des collectivités.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs et conditions de location relatifs à la mise à disposition de ce matériel à compter du 1er janvier 2012, pour la mise à disposition, le transport, le montage et le démontage.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

*24 voix pour*

*0 voix contre*

*0 voix abstention*

**DÉCIDE** de fixer à partir du 1er janvier 2012 les tarifs de mise à disposition des chapiteaux comme suit :

| <i>Demandeur</i>                                                  | <i>Tarifs 2012 /mise à disposition d'un chapiteau</i> |                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | <i>transport</i>                                      | <i>Montage/ démontage</i>                                                                                       |
| Écoles d'Aiguillon<br>Collège/ Lycée Stendhal<br>ALSH d'Aiguillon | gratuit                                               | Gratuit<br>Mise à disposition d'une équipe d'agents du service technique pour assurer le montage/ démontage     |
| Associations d'Aiguillon                                          | gratuit                                               | Gratuit<br>Mise à disposition d'un agent du service technique pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs |
| Communes de la CDC Confluent                                      | 51,00 €                                               | 102 €<br>Mise à disposition d'un agent du service technique pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs   |
| Communes hors CDC Confluent                                       |                                                       |                                                                                                                 |
| Associations hors Aiguillon                                       |                                                       |                                                                                                                 |
| Autre                                                             |                                                       |                                                                                                                 |

**DIT** que les conditions de mise à disposition du chapiteau sont les suivantes :

- Location du vendredi au lundi (au-delà : 21€/ jours supplémentaires),

**DÉCIDE** de fixer compter les tarifs 2012 pour la location de l'estrade communale selon le détail suivant :

| <i>Demandeur</i>                                                  | <i>Tarif 2012 / mise à disposition d'une estrade</i> |                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | <i>transport</i>                                     | <i>Montage/ démontage</i>                                                                                       |
| Écoles d'Aiguillon<br>Collège/ Lycée Stendhal<br>ALSH d'Aiguillon | Gratuit                                              | Gratuit<br>Mise à disposition d'une équipe d'agents du service technique pour assurer la montage                |
| Associations d'Aiguillon                                          | Gratuit                                              | Gratuit<br>Mise à disposition d'un agent du service technique pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs |
| Communes CDC Confluent                                            | 51,00 €                                              | 102 €<br>Mise à disposition d'un agent du service technique pour encadrer l'équipe de monteurs des demandeurs   |
| Communes hors CDC Confluent                                       | Refusé                                               | Refusé                                                                                                          |
| Associations hors Aiguillon                                       |                                                      |                                                                                                                 |
| Autre                                                             |                                                      |                                                                                                                 |

**DIT** que les conditions de mise à disposition de l'estrade sont les suivantes :

- Location du vendredi au lundi (au-delà : 21€/ jours supplémentaires)
- Tarifs forfaitaires quelle que soit la surface empruntée (surface totale : 8 x 6 mètres soit 48 m²).

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*

~~~~~

## URBANISME

### 5. Cession amiable à la « SCI 13 place du château » d'une parcelle en bordure du terrain communal située section E 1216

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune a été sollicitée par la SCI « 13 place du château » pour lui céder à l'amiable une portion de terrain de 132 m<sup>2</sup> issue de la parcelle initialement cadastrée E 1216 d'une contenance de 1800 m<sup>2</sup> et sise au lieudit « Blanchard » 47190 Aiguillon.

Suite aux opérations de division et de bornage effectuées par monsieur Yves SAINT-LOUBOU, géomètre-expert, la situation cadastrale de cette ancienne parcelle E 1216 est la suivante :

- parcelle E 1216 A d'une surface de 12 m<sup>2</sup> (restant propriété de la Commune d'Aiguillon),
- parcelle E 1216 B d'une surface de 132 m<sup>2</sup> (objet de la cession amiable),
- parcelle E 1216 C d'une surface de 1656 m<sup>2</sup> (restant propriété de la Commune d'Aiguillon).

L'acquisition amiable pourra être effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine dans son avis n° 2011-004V0680 du 10 novembre 2011.

La SCI « 13 place du château » a accepté, lors de la signature du document d'engagement d'acquisition de ladite portion de terrain en date du 10 juin 2011, de prendre en charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés ainsi que les frais de reconstruction de la clôture en limite de propriété séparant la parcelle objet de la cession de la parcelle communale occupée par les ateliers municipaux.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer

#### Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal,

*VU l'avis de France Domaine n° 2011-004V0680 en date du 10 novembre 2011, fixant la valeur vénale globale à 2.000 € correspondant à une valeur unitaire moyenne pondérée de 15 € / m<sup>2</sup> pour une surface estimée de 133 m<sup>2</sup>, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 15%,*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** le principe de cession amiable au bénéfice la SCI « 13 place du château » d'une fraction de 132 m<sup>2</sup> de la parcelle initialement cadastrée E 1216 d'une contenance de 1800 m<sup>2</sup>, et sise à « Blanchard », 47190 AIGUILLON ;

**PRÉCISE** que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par monsieur Yves SAINT-LOUBOU, géomètre expert, la situation cadastrale de cette ancienne parcelle E 1216 est la suivante :

- parcelle E 1216 A d'une surface de 12 m<sup>2</sup> (restant propriété de la Commune d'Aiguillon),
- parcelle E 1216 B d'une surface de 132 m<sup>2</sup> (objet de la cession amiable),
- parcelle E 1216 C d'une surface de 1656 m<sup>2</sup> (restant propriété de la Commune d'Aiguillon) ;

**AJOUTE** que la SCI « 13 Place du Château » prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés ainsi que les frais de reconstruction de la clôture en limite de propriété ;

**DÉCIDE** de fixer le prix de vente à deux mille euros (2.000 €) conformément à l'avis de France Domaine visé,

**CHARGE** monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet ;

**AUTORISE** monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune ;

**INDIQUE** que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*



## **BIENS COMMUNAUX**

### **6. Signature nouvelle convention pour antenne-relais téléphonie SFR sur château d'eau**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Par délibération en date du 1er mars 2002, la commune d'Aiguillon a accepté que la société SFR implante un site de radio télécommunication avec des dispositifs d'antennes et d'équipements techniques sur le château d'eau communal situé rue Jules-Ferry. La convention correspondante étant arrivée à échéance, SFR a proposé de la renouveler.

A l'issue d'une période de négociation, un nouveau projet de convention tripartite (commune/ SFR/ VEOLIA fermier) est proposé au conseil municipal, intégrant divers aménagements et mises à jour.

Elle intègre notamment une revalorisation de la redevance d'occupation du domaine public versée par SFR à la commune, soit désormais 3 500 € par an.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

#### **Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**ACCEPTE** le maintien de l'implantation du site de radio télécommunication de la société SFR avec des dispositifs d'antennes et d'équipements techniques sur le château d'eau communal situé rue Jules-Ferry, pour une période de 10 ans à compter du 1er janvier 2012 ;

**PREND NOTE** que la redevance d'occupation du domaine public correspondante versée par SFR à la commune est fixée à 3 500 € (trois mille cinq cent euros) par an ;

**APPROUVE** le projet de convention à intervenir avec la société SFR et le gestionnaire du service AEP VEOLIA, selon le projet joint en annexe ;

**AUTORISE** monsieur le maire à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*





A.R. PREFECTURE

047-214700049-20111216-2011\_128-DE  
Regu le 02/01/2012

PROJET

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

### INSTALLATION D'UN RELAIS RADIOTÉLÉPHONIQUE SUR LE CHÂTEAU D'EAU D'AIGUILLON

#### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La COMMUNE d'AIGUILLON,**  
sise Place du XIV juillet – 47190 AIGUILLON,  
représentée par son maire, monsieur Jean-François SAUVAUD,  
agissant en cette qualité, en vertu de la délibération du conseil municipal du .....  
ci-après dénommé « **La Commune** »

ET

**VÉOLIA EAU – Compagnie Général des Eaux,**  
Société en Commandite par Actions, au capital de 2 207 287 340.98 euros,  
dont le siège est à Paris 8<sup>ème</sup>, 52 rue d'Anjou,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 025 526,  
représentée par monsieur Jean-Claude DUFAUT, directeur du centre d'exploitation Lot-et-Garonne  
de la dite compagnie  
ci-après dénommée « **Le Déléataire** »

ET

**LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE,**  
Société Anonyme au capital 1 344 086 233,65 €,  
inscrite sous le numéro 403 106 537 RCS Paris,  
dont le siège social est 42 avenue de Friedland à PARIS (75008),  
représentée par monsieur Bruno BEIGBEDER, agissant aux présentes en qualité de responsable  
relations patrimoine région Sud-Ouest, domicilié ZAC de Basso Cambo, 12 rue Paul Mesplé, BP  
60616, 31106 TOULOUSE cedex 1,  
dûment habilité aux fins de signature des présentes,  
ci-après dénommée « **L'Opérateur** »

Il a été convenu ce qui suit :

#### PREAMBULE

La Commune, par délégation de service public a confié au Déléataire l'exploitation de l'ensemble des canalisations, équipements et châteaux d'eau que comporte le service public d'eau potable, sur la totalité de son territoire.

Le Ministre chargé des Postes et télécommunications a attribué à l'Opérateur une autorisation publiée au journal Officiel n°74 du 28 Mars 2006, d'exploiter un réseau de radiotéléphonie.

Pour les besoins de l'exploitation de son réseau, l'Opérateur doit procéder à l'installation d'une antenne reliée à une armoire technique, ci-après dénommée « équipements techniques ». Il a sollicité auprès de la commune, qui accepte, la mise à disposition de son château d'eau sur la parcelle cadastrée numéro 1497, section I, pour l'installation de ses équipements techniques.

Ces équipements techniques ne doivent pas porter atteinte à l'exploitation des ouvrages, où qu'ils soient installés, ni nuire à la santé ou à la sécurité des personnes, qu'il s'agisse des personnels susceptibles d'évoluer aux abords des équipements, ou des personnes qui consomment l'eau potable distribuée par le service de la commune.

Le respect de cette disposition constitue une condition *sine qua none* pour l'acceptation par la commune et le Déléataire de l'installation de ces équipements techniques sur le château d'eau précité dont la destination première est d'assurer le stockage de l'eau potable.

Ces équipements techniques ne devront également avoir aucune interférence sur les installations radios ou téléphoniques que le Déléataire utilise actuellement ou est susceptible d'utiliser dans l'avenir, ainsi que sur les installations radios ou téléphoniques que d'autres opérateurs auraient installé antérieurement à celle de l'Opérateur sur le château d'eau précité.

La présente convention est établie au vu des termes de la circulaire DGS n°524/DE du 7 novembre 2003 relative aux mesures à mettre en œuvre dans le cadre de l'application du plan VIGIPRATE (Annexe 4) ainsi que la circulaire DGS-VS4 n°98-05 du 6 janvier 1998 relative aux recommandations du Conseil supérieur d'hygiène publique de France vis-à-vis de l'installation d'antennes sur les réservoirs aériens (Annexe 5).

La commune d'Aiguillon, la Compagnie Générale des Eaux et SFR ont signé une convention en date du 27 juillet 2002, aux termes de laquelle la commune d'Aiguillon a mis à la disposition de SFR des emplacements dans les emprises de la parcelle n° 1497 section I à AIGUILLON (47190), aux fins d'installer un site d'émission-réception. **Les parties conviennent expressément que la présente convention, à compter de sa prise d'effet, annule et remplace de plein droit les stipulations de la convention passée le 27 juillet 2002.**

#### **Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de l'occupation du château d'eau précité de la commune par l'Opérateur dans le cadre de l'autorisation d'exploitation des réseaux de communication visée en préambule.

#### **Article 2 – INSTALLATION DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES**

La commune autorise l'Opérateur à installer des équipements techniques sur les ouvrages, ainsi que sur les surfaces au sol ci-après définies, conformément aux plans joints en annexe 2 :

- des antennes et/ou faisceaux hertziens sur des emplacements de l'ouvrage, précisément localisés sur les plans et schémas tel que prévus en annexe 2 de la présente convention.
- des armoires électriques ou locaux techniques installés à l'extérieur de l'ouvrage suivant schémas en annexe 2.
- des câbles reliant les équipements techniques susmentionnés entre eux, et raccordant le local technique notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunication, par passage à l'extérieur de l'ouvrage selon les plans et schémas tels que prévus en annexe 2, étant précisé que les chemins de câble capotés ou les câbles tendus seront aussi discrets que possible et traités à l'identique de l'existant.

La commune autorise ainsi l'installation desdits équipements techniques au nombre limitativement prévu en annexe 2 et accepte que l'Opérateur accède aux ouvrages, dans les conditions décrites à l'article 9.

Les travaux ne pourront intervenir qu'après signature de la présente convention.

L'Opérateur devra procéder à l'installation de ses équipements techniques en respectant strictement les normes et les règles de l'art relatives à ces travaux, ainsi que les règles de sécurité sanitaire de l'article 10-3. Les équipements devront être conformes aux normes en vigueur.

L'Opérateur s'engage à respecter les dispositions issues de la réglementation en vigueur.

Toute nouvelle disposition réglementaire relative à l'exploitation d'un réseau d'eau potable s'imposera dans les quinze jours suivant réception de ladite information, que la Commune s'engage à communiquer à l'Opérateur dans les meilleurs délais.

### **Article 3 – DESTINATION**

La présente convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation privative, temporaire et précaire du domaine public.

Les emplacements mis à disposition sont strictement destinés à l'installation ou l'implantation des émetteurs ou des équipements techniques et ne pourront pas être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

En conséquence, celle-ci ne peut être soumise aux dispositions du décret du 30 septembre 1953, relatif aux baux commerciaux, même si l'ouvrage venait à sortir du domaine public.

### **Article 4 – ETAT DES LIEUX**

Les installations exploitées par Le Déléataire, et plus largement le site dont l'accès est autorisé à l'Opérateur par la présente convention. Ils feront l'objet d'un état des lieux constaté par huissier avant toute installation d'équipements de l'Opérateur et après le retrait de ceux-ci.

### **Article 5 – TRAVAUX ET ENTRETIEN**

L'exécution des travaux selon les plans figurant en annexe est à la charge de l'Opérateur.

L'Opérateur demeure entièrement responsable vis à vis de la commune et du Déléataire des dommages, préjudices, accidents qui pourraient résulter tant des travaux d'installation que des interventions de maintenance dans les conditions fixées à l'article 13 ci-après.

Pour la réalisation des travaux et des interventions ultérieures, l'Opérateur s'engage à respecter les règles de sécurité sanitaire de l'article 10-3 et fait son affaire des conditions de sécurité de ses intervenants, personnels et sous-traitants.

L'Opérateur s'engage à maintenir les lieux où il est autorisé à intervenir, en bon état de propreté pendant toute la durée de la présente convention, ainsi que ses installations conformément aux règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité de manière notamment à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au Déléataire et au fonctionnement des équipements de la commune, du Déléataire, ou à ceux appartenant aux autres occupants.

L'Opérateur devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité des lieux, ou nuire à leur bonne tenue.

En cas d'événement affectant les équipements techniques de l'Opérateur, ayant pour effet d'interrompre les retransmissions et nécessitant la réalisation urgente de travaux, celui-ci devra en aviser préalablement le Déléataire avant toute intervention.

Il est convenu que les parties feront leurs meilleurs efforts pour définir les modalités de remise en état dans des délais raisonnables.

## **Article 6 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

L'Opérateur fera son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité et, éventuellement, à la mise en place de ses équipements techniques (permis de construire, autorisation de travaux, etc...).

En cas de non-obtention desdites autorisations la présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité.

En cas de non-renouvellement desdites autorisations, la présente convention pourra être résiliée par l'Opérateur à tout moment à charge pour elle de prévenir la Commune par lettre recommandée avec avis de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

## **Article 7 – SAUVEGARDE DES INTERETS DE LA COMMUNE ET/OU DU DÉLÉGATAIRE ET DE L'OPERATEUR**

L'installation et le fonctionnement des équipements techniques de l'Opérateur ne devront engendrer aucune gêne pour la commune et/ou le Délégué dans l'exercice de leurs activités sur les installations mises à disposition.

L'Opérateur devra supporter les sujétions de toute nature pouvant découler des interventions, quelque soit leur importance et leur durée, que la commune et/ou Le Délégué pourraient être amenés à réaliser pour l'exploitation, l'entretien ou le renouvellement de leurs propres installations; Le Délégué préviendra l'Opérateur 6 (six) mois avant le commencement des travaux. En aucun cas, et même si le fonctionnement du relais devait être provisoirement suspendu, l'Opérateur ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

### **7-1 - Modification des installations par la commune et/ ou le Délégué.**

Dans le cas où des travaux de réparation ou de modification effectués par la Commune ou le Délégué sur le réservoir nécessiteraient le déplacement ou l'enlèvement de tout ou partie des installations de l'Opérateur, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais et sans aucune indemnité, la dépose, la protection, et la remise en place des installations après en avoir été avisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par la Commune au moins SIX (6) mois à l'avance.

Ce préavis ne s'applique pas dans le cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure ou l'urgence dûment justifiée.

La Commune et l'Opérateur s'efforceront de trouver un autre emplacement pendant la durée de ces travaux susceptible d'accueillir les installations de l'Opérateur, lui permettant d'assurer la qualité et la continuité de ses services.

Dans l'hypothèse où aucune solution satisfaisante pour l'Opérateur ne peut être retenue, l'Opérateur pourra résilier le présent contrat sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ou d'autre. étant précisé que la redevance et l'indemnité versées au cours de l'exercice en cours resteront acquises.

### **7-2 - Modification des installations par l'Opérateur**

Avant d'installer ses équipements ou dans le cas où l'Opérateur apporterait des modifications et/ou extensions à ses équipements techniques tels que définis à l'article 2, celui-ci doit s'assurer préalablement de leur compatibilité avec les différents opérateurs déjà en place ou avec les équipements de la commune et du Délégué.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la convention sera résolue de plein droit.

L'Opérateur pourra procéder aux modifications et / ou extensions qu'il jugera utiles sur ses installations de télécommunications en fonction de ses besoins d'ingénierie dans la limite des lieux loués déterminés en Annexe 2. Cette disposition constitue une stipulation essentielle sans laquelle l'Opérateur n'aurait pas contracté.

Il devra obtenir l'accord de la commune et du Déléataire pour la réalisation de ces modifications et/ou extensions, cela avant toute intervention sur le site.

Ces modifications et/ou extensions feront l'objet d'un avenant aux présentes.

### **7-3 - Modification de l'urbanisme environnant**

Dans l'hypothèse d'une modification de l'urbanisme environnant qui perturberait les équipements techniques de l'Opérateur, celui-ci pourra adapter ses équipements techniques ou solliciter la résiliation de plein droit de la présente convention, sans indemnité de part et d'autre. Ces adaptations feront l'objet d'un avenant.

## **Article 8 – SAUVEGARDE DES ACTIVITES DU DÉLÉGATAIRE**

Au cas où sur l'ouvrage préexistant déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, le Déléataire s'engage, avant d'installer ses propres équipements techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité entre les différentes installations.

Ces études ne pourront se dérouler qu'en présence du Déléataire.

Avant d'autoriser tout nouvel occupant à installer des équipements de télécommunications, la commune s'engage à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel occupant, des études de compatibilité avec les équipements techniques de l'Opérateur en place, et leur éventuelle mise en compatibilité.

Si cette mise en compatibilité s'avérait impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel occupant ne pourront être installés. Toutefois, la commune se réserve le droit de donner la priorité au nouvel opérateur s'il s'agit d'un service public d'urgence, de secours ou de sécurité. Dans cette hypothèse, La Commune et l'Opérateur s'efforceront de trouver un autre emplacement susceptible d'accueillir les installations de l'Opérateur, lui permettant d'assurer la qualité et la continuité de ses services.

Dans l'hypothèse où aucune solution satisfaisante pour l'Opérateur ne peut être retenue, l'Opérateur pourra résilier le présent contrat sans qu'aucune indemnité ne soit due de part ou d'autre.

## **Article 9 - ACCES**

Les équipements techniques sont entièrement autonomes et fonctionnent sans la présence de personnel.

Les modalités d'accès sont dictées par les règles de sécurité sanitaire et sécurité des personnes en vigueur dans les services publics d'eau potable et notamment, celles prévues par les plans VIGIPIRATE et autres plans d'urgence en vigueur.

Ces règles devront être strictement respectées par l'Opérateur, sans délais et sans pouvoir prétendre à quelconques indemnités.

Une attention particulière sera portée au respect des prescriptions prévues par la circulaire DGS n°524/DE du 7 novembre 2003 (Annexe 4) relative aux mesures à mettre en œuvre dans le cadre de l'application du plan VIGIPIRATE, notamment celles des actions 3 et 6 ainsi que la circulaire DGS-VS4 n°98-05 du 06 janvier 1998 (annexe 5) relative aux recommandations du Conseil supérieur d'hygiène publique de France vis à vis de l'installation d'antennes sur les réservoirs aériens.

Pour chaque intervention, l'Opérateur fournira au délégataire, par télécopie, la nature, la date et la durée de l'intervention ainsi que la liste nominative de toutes les personnes habilitées.

Pour les interventions périodiques, le Déléataire devra être averti au moins 5 (cinq) jours à l'avance.  
Pour les interventions d'urgence l'Opérateur devra contacter le service d'astreinte du délégataire.

Le délégataire procédera à la vérification des identités. Les personnes ne figurant pas sur la liste fournie se verront interdire l'accès au site.

L'historique des interventions et l'identité des intervenants du Délégataire ou des entreprises agissant pour son compte seront enregistrés par le délégataire.

L'accès aux sites ne sera possible qu'après signature de la présente convention.

En cas d'instauration du niveau rouge du plan Vigipirate, l'Opérateur ne pourra accéder qu'aux installations extérieures.

L'accès aux équipements techniques seront précisés dans l'annexe 2.

L'Opérateur restera toujours entièrement et seul responsable dans les conditions précisées à l'article 13 ci-après, des actes de ses prestataires, que ceux-ci soient ou non déclarées au sens de l'alinéa 5 du présent article.

La commune et/ou Le Délégataire se réservent le droit de refuser l'accès à toutes entreprises qui leur sembleraient ne pas présenter toute garantie quant à la sécurité du service public d'eau potable.

## **Article 10 – SECURITE ET IMPACT DES INSTALLATIONS**

### **10-1 – Sécurité**

L'opérateur devra prendre toutes dispositions en matière de protection contre les risques électriques et les surtensions d'origine atmosphériques (foudre), tant pour protéger ses propres équipements techniques que pour éviter toute propagation depuis ses équipements vers ceux de la commune, du Délégataire ou ceux des autres occupants.

La mise en place d'éventuels moyens de défense contre l'incendie nécessaires à la protection de ses équipements et des locaux que l'Opérateur utilise est à la charge de ce dernier.

L'Opérateur prendra toutes les mesures propres à assurer la protection des réserves d'eau potable contenues dans le réservoir lors des opérations d'installation ou de maintenance de ses matériels au cas où il lui serait nécessaire d'accéder à l'intérieur du réservoir.

### **10-2 - Impact des équipements techniques**

La commune et le Délégataire autorisent l'Opérateur à faire passer ses liaisons filaires depuis les antennes jusqu'aux armoires électroniques à l'extérieur de l'ouvrage.

En cas de passage de câbles au travers des parois de l'ouvrage, après accord préalable écrit de la commune et du Délégataire, toute précaution devra être prise pour assurer son étanchéité (au niveau des passages de câbles).

La mise en place, y compris la matérialisation des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition est à la charge de l'Opérateur qui précisera ces périmètres sur les plans (Annexe 2) et par un balisage de son choix (chaînette de couleur ou autre moyen de signalisation), si les périmètres de sécurité sont physiquement accessibles au public, et par un affichage permanent de proximité. Pour la définition des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition, l'Opérateur devra prendre en compte les installations déjà existantes.

L'Opérateur s'engage à respecter les limites définies par les normes en vigueur et relatives à l'exposition aux champs électromagnétiques, tant pour le public que pour l'ensemble des personnes susceptibles d'intervenir à proximité des antennes.

A cet effet, dans un délai de 3 mois à compter de la fin des travaux d'installation du site, des mesures des niveaux de champs électromagnétiques significatifs présents auxquels sont exposées tant les personnes susceptibles d'évoluer sur le site que les populations situées dans le champs de rayonnement des installations, seront réalisées par un prestataire indépendant et un rapport de ces mesures sera fourni à la commune et au Délégataire dans le même délai.

Le prestataire indépendant déterminera le nombre de points de mesures et leurs emplacements et garantira que la méthode de mesure et les équipements sont conformes au protocole de mesures prévu par la réglementation en vigueur.

Sur la demande de la commune, et dans la limite d'une fois par an, des mesures des niveaux de champs électromagnétiques significatifs pourront être réalisées aux frais de l'Opérateur dans les limites de la propriété foncière ci-dessus visée, par un prestataire indépendant et un rapport de ces mesures sera fourni à la commune dans le délai d'un mois.

La commune se réserve le droit de faire procéder, à son initiative et selon le protocole de l'Agence Nationale des Fréquences, à des contrôles afin de vérifier que ces seuils d'exposition sont respectés et que les affichages et matérialisation des périmètres de sécurité sont bien en place sur le site. Si, au-delà du périmètre de sécurité, les mesures d'exposition s'avéraient non conformes au seuil fixé par les normes en vigueur, les frais de ces mesures seront intégralement pris en charge par l'Opérateur. La commune pourra alors exiger l'interruption des émissions non conformes. La présente convention pourra être résiliée, sans aucune indemnité à la charge de la commune et du Déléataire.

Les niveaux de référence susvisés seront susceptibles d'évolution en cas de données nouvelles établies dans le cadre de l'ICNIRP, de l'OMS, de l'Union Européenne ou de l'Etat français. En cas d'évolution de la réglementation, et notamment des seuils d'exposition au public, l'Opérateur s'engage à réaliser à ses frais tous les travaux de mise en conformité nécessaires dans les délais prévus par la réglementation.

En cas d'impossibilité pour l'Opérateur de se conformer à l'évolution desdits seuils d'exposition, à la réglementation ou aux normes dans les délais prescrits, il suspendra immédiatement les émissions des équipements concernés jusqu'à leur mise en conformité ou pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

Pour l'application de cet article, on entend par public l'ensemble des personnes susceptibles d'évoluer sur le site ainsi que les populations situées dans le champ de rayonnement des installations.

#### **10-2 - Sécurité sanitaire**

Pour les équipements installés à l'intérieur des réservoirs, tous les matériaux susceptibles d'entrer en contact avec l'eau potable, volontairement ou involontairement, doivent faire l'objet d'une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS).

Les ACS, délivrées par l'autorité sanitaire figurent en annexe 2.

Pour tout produit chimique pouvant être en contact avec l'eau, l'Opérateur devra transmettre au Déléataire la fiche de données de sécurité du produit et l'agrément « qualité alimentaire pour l'eau potable ».

L'Opérateur devra signaler au délégataire tout incident pouvant porter atteinte à la potabilité de l'eau.

Par ailleurs, l'Opérateur devra respecter les règles de bonne pratique en matière d'hygiène.

#### **Article 11 – ENERGIE**

L'énergie sera prise en charge par l'Opérateur qui souscrira un abonnement à son nom, à partir d'installations qui lui sont propres (compteur spécifique...).

L'Opérateur s'engage à étudier et mettre en place à ses frais tout dispositif de ventilation éventuellement imposé par la législation relative aux locaux abritant des batteries.

Ces dispositifs seront dimensionnés en tenant compte de l'ensemble des batteries présentes, y compris celles de la commune et/ou du Déléataire et des autres occupants. L'ensemble de ces travaux est à la charge du nouvel occupant.

Néanmoins, dans le cas où des non-conformités préexistantes auraient été constatées lors de l'état des lieux et confirmées par un organisme de contrôle habilité, seuls les travaux nécessaires à l'installation des nouvelles batteries sont à la charge du nouvel occupant.



## **Article 12 – EXCLUSIVITE DE L'AUTORISATION**

L'Opérateur s'interdit de céder les droits et obligation tirés de la présente convention.

## **Article 13 – RESPONSABILITES – ASSURANCE**

L'installation et le fonctionnement de la station d'émission réception ne doivent apporter aucune gêne à la commune et/ou au Déléataire dans la gestion du service public d'eau potable.

L'Opérateur est responsable des seuls préjudices et dommages matériels et corporels directs, ainsi que des préjudices et dommages immatériels consécutifs (à l'exclusion des préjudices et dommages immatériels non consécutifs) qui pourraient être causés aux installations et aux agents de la commune et/ou du Déléataire ainsi qu'à leur bon fonctionnement, par sa propre intervention ou celle des personnes intervenant pour son compte.

L'Opérateur répond de toutes les actions intentées contre la commune et/ou Le Déléataire par des tiers et des réclamations de toute nature auxquelles peuvent donner lieu l'installation et la présence de ses équipements techniques. La Commune et le Déléataire s'engagent à transmettre à l'Opérateur toute requête ou assignation, dans un délai de 48h. A défaut, la garantie visée ne pourra pas être mise en œuvre.

L'Opérateur répond vis à vis de la commune et du Déléataire, des seuls dommages matériels corporels directs, ainsi que des dommages immatériels consécutifs (à l'exclusion des dommages immatériels non consécutifs), résultant de leurs biens propres, d'un acte volontairement malveillant, ou d'une faute d'exploitation.

Vis-à-vis de la commune, du Déléataire et des tiers, la responsabilité de l'Opérateur est expressément limitée à la somme de 4 000 000 Euros par sinistre et par an, à l'exception des dommages corporels, garantis à hauteur de 9 255 000 Euros par sinistre et par an.

D'un commun accord, ce montant est automatiquement réévalué en fonction de la variation de l'Indice des Risques Industriels du mois de janvier de chaque année tel que publié par le Moniteur des Travaux Publics.

L'Opérateur déclare avoir souscrit et maintenir en vigueur pendant toute la durée de validité de la présente convention, les assurances nécessaires à la couverture des risques visés ci-avant et s'engage à remettre à la commune, au plus tard à la signature de la présente convention, puis annuellement à la date anniversaire de ladite convention, une attestation d'assurance justifiant de ces garanties et des montants souscrits qui sera annexée à la convention (annexe 5).

Si l'Opérateur a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être couvert par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, l'Opérateur reste solidairement responsable à l'égard de la commune, du Déléataire et des tiers, de tout fait de son sous-traitant.

La commune répond de l'ensemble de ses agents selon les règles de la responsabilité administrative. En outre, la responsabilité de ses agents et de ses biens respectifs ne peut être recherchée que pour les seuls dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs.

Le montant des indemnités garanti par elle ne saurait excéder, tous chefs de demande confondus, la somme de 300 000 euros par sinistre, à l'exception des dommages corporels.

Le Déléataire répond des seuls dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs causés par ses équipement techniques, un acte volontairement malveillant ou d'une faute d'exploitation.

Le montant des indemnités garanti par le délégataire ne saurait excéder, tous chefs de demande confondus, la somme de 4 000 000 Euros par sinistre, à l'exception des dommages corporels.

Ce montant sera réévalué en fonction de la variation de l'indice des Risques Industriels du mois de janvier susmentionné.

L'Opérateur est gardien exclusif de ses installations, la commune et Le Déléataire ne garantissant aucune surveillance de celles-ci. En conséquence, l'Opérateur n'a droit à aucune indemnisation en cas de sinistre résultant d'une absence de surveillance desdites installations, sauf cas de malveillance avérée. En outre, il



s'engage à souscrire une assurance « Dommages » pour garantir en valeur à neuf de ses installations et leurs accessoires.

A l'expiration de la présente convention, toutes les dispositions du présent article conservent leur plein et entier effet jusqu'au retrait effectif des équipements techniques de l'Opérateur.

#### **Article 14 – TRAITEMENT DES RECLAMATIONS**

L'Opérateur fera son affaire dans les 30 jours à compter de la réception d'une réclamation écrite émanant de tiers concernant notamment l'implantation ou le bon fonctionnement de ses équipements techniques mis en place sur l'ouvrage, reçue soit directement, soit par l'intermédiaire de la commune ou du Déléataire, pour communiquer toute information utile et nécessaire pour le traitement de ladite réclamation.

Au cas où cette réclamation persisterait, l'Opérateur s'engage à tout mettre en œuvre pour démontrer la stricte conformité de ses équipements techniques aux normes en vigueur (par la réalisation d'études, de mesures ou d'analyse, ainsi que la tenue de réunions d'information ou la remise de documentation...).

A la demande de la commune ou du Déléataire, l'Opérateur s'engage également à justifier de la suite donnée à cette réclamation.

#### **Article 15 – DURÉE**

La présente convention prendra effet à la date de sa signature pour une durée de 10 ans.

Sauf renouvellement exprès, à la cessation d'occupation des lieux, quelle qu'en soit la cause, l'Opérateur ne reprendra pas les éléments non détachables (améliorations et installations) qu'elle aurait incorporés à la parcelle, à moins que la Commune ne préfère lui demander le rétablissement des lieux mis à disposition en l'état primitif.

Dans ce dernier cas, si l'Opérateur ne s'exécute pas, la commune utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office et aux frais de l'Opérateur à l'enlèvement de ces équipements, 1 mois après l'envoi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

#### **ARTICLE 16 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

En contrepartie de l'occupation du domaine public l'Opérateur versera à la commune une redevance d'un montant annuel de trois mille cinq cent euros (3.500 €) payable chaque année pour l'année civile en cours, sur présentation d'un titre de recette référencé n° G2R 470057 au plus tard le 31 mai dans les 30 jours suivant réception dudit titre. Cette redevance n'est pas soumise à l'application de la TVA.

Ce titre de recette sera adressé à :

SFR - Rive Défense  
Service comptabilité GLS  
5 rue Noël Pons - TSA 71570  
92739 NANTERRE Cedex

La redevance visée ci-dessus augmentera de deux pour cent (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

#### **ARTICLE 17 : FRAIS ET CHARGES SUPPORTES PAR LE DÉLÉGATAIRE**

Toute intervention au niveau du relais ou de l'antenne se fera en présence d'un agent représentant l'exploitant. L'opérateur s'engage à régler au délégataire le montant des frais de personnel et de déplacements de l'agent d'exploitation, ainsi que tous les frais occasionnels découlant directement de l'existence du réseau de radio-télécommunications de SFR.

#### 17-1 - Indemnités pour interventions à l'occasion des interventions périodiques

Le montant de l'indemnisation pour interventions périodiques sera calculé en fonction du temps passé sur la base d'un coût horaire hors taxes de 60 (soixante euros) euros pendant les heures ouvrées. Ce montant sera majoré de 30% pendant les heures non ouvrées et de nuit (de 17h00 à 08h00) et de 100% week-end et jours fériés.

Il inclue les heures de personnel et les frais de véhicule.

Le montant sera révisé selon la formule :  $P = P_o * I_s / I_{so}$ ,

Avec :

$P_o$  = prix initial H.T. soit 60 Euros

$P$  = prix révisé H.T.

$I_s$  = valeur de l'indice BTP Aquitaine,

$I_{so}$  = dernière valeur connue de cet indice à la date de signature de la convention.

Cette indemnité est payable après chaque intervention, par virement, sur présentation d'une facture adressée par le délégataire. Le relevé d'identité bancaire sera adressé à l'opérateur avec la première facture.

Dans les cas où l'opérateur n'aurait pas respecté la règle détaillée dans l'article 9 « Accès » en avertissant pour les interventions périodiques le délégataire au moins 5 (cinq) jours à l'avance, le tarif pratiqué basculera sur celui des interventions d'urgence, à savoir :

$(60 \text{ € HT} \times 17\%) = 70 \text{ € HT}$  par heure

majoré de 30% pendant les heures non ouvrées et de nuit (de 17h00 à 08h00) et de 100% week-end et jours fériés

#### 17-2 - Indemnité pour Interventions d'urgence

Les interventions d'urgence sont les interventions qu'il est nécessaire d'exécuter rapidement en dehors des visites périodiques. Elles sont assurées par le service d'astreinte du délégataire.

Ces interventions sont indemnisées en fonction du temps passé sur la base d'un coût horaire hors taxes de :

$(60 \text{ € HT} \times 17\%) = 70 \text{ € HT}$  par heure incluant les heures de personnel et les frais de véhicule,

majoré de 30% pendant les heures non ouvrées et de nuit (de 17h00 à 08h00) et de 100% week-end et jours fériés

Les majorations légales seront appliquées pour les interventions en dehors des heures normales de travail.

#### Article 18 – RÉSILIATION

Le non-respect de l'une des clauses ci-dessus par le Délégataire, 30 (trente) jours après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet, entraînera la résiliation de plein droit de la convention sans qu'il soit besoin de ne former aucune demande en justice. Dans ce cas la redevance d'occupation mentionnée à l'article 16 sera due pour l'année entière.

La présente convention pourra être résiliée, sans indemnités, à l'initiative de la Commune, pour un motif tiré de l'intérêt général dument justifié, dans le cadre des nécessités de l'exploitation imposées par la distribution publique d'eau potable, destination première de l'ouvrage, des contraintes de services publics, en respectant un préavis de six (6) mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Outre les cas précités autorisant la résolution ou résiliation de plein droit par l'Opérateur, en cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles de l'Opérateur, de recours d'un tiers (ce quelle que soit la forme du recours), ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour l'Opérateur - notamment l'évolution de l'architecture de l'un de ses réseaux (ou évolution technologique conduisant à une modification de ces mêmes réseaux)- , la présente convention pourra être résiliée par l'Opérateur à tout moment, à charge pour lui de prévenir la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

Dans cette dernière hypothèse, l'Opérateur abandonnera à la Commune, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde de la redevance déjà versée au titre de l'annuité considérée.

#### **Article 19 – IMPÔTS, FRAIS ET TAXES**

L'Opérateur supportera tous les frais inhérents à l'exécution de la présente convention, ainsi que tous les impôts, taxes et redevances, auxquels sont actuellement, ou pourraient être éventuellement assujettis, les emplacements, locaux, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient mis à sa disposition et exploités par ses soins au titre de la présente convention.

#### **Article 21 – NOTIFICATION**

Chaque notification, demande, certification, communication afférente à l'exécution de la présente convention se fera par écrit et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception aux parties aux lieux figurant en tête de la présente convention.

Chaque partie informera les autres de tout changement susceptibles d'intervenir.

#### **Article 22 - REGLEMENT DES LITIGES**

Toute difficulté, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera soumise au Tribunal Administratif de BORDEAUX.

#### **Article 23 – AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les Parties.

L'installation de tout nouvel équipement fera l'objet d'un avenant.

Fait à Agen, le .....

Pour la commune  
Le maire  
M Jean-François SAUVAUD

Pour le Déléataire  
Le directeur de Centre  
M Jean-Claude DUFAUT

Pour l'Opérateur  
Le responsable des relations patrimoine Sud-Ouest  
M. Bruno BEIGBEDER



**ANNEXE 1 – LISTE DES SITES D'IMPLANTATION DES EQUIPEMENTS**

<b>Commune</b>	<b>Désignation du Château d'Eau</b>
AIGUILLON	Rue Jules Ferry Parcelle n°1497 Section I

**ANNEXE 2 – PLANS DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES INSTALLES SUR LES SITES - ACS**

### **ANNEXE 3 : INFORMATIONS PRATIQUES – ACCES AUX EQUIPEMENTS TECHNIQUES**

#### **1. Conditions d'accès**

Conformément aux articles 9 et 17. Les accès, tant pour l'installation des antennes que pour la maintenance, sont pour l'instant prévus soit par l'intérieur, soit par l'extérieur avec nacelle.

Toute intervention sur l'ouvrage se fera en présence d'une personne du délégataire qui devra être prévenue avant chaque intervention.

#### **2. Interlocuteurs**

	Nom	Adresse	Téléphone	Fax
La commune			05.53.	05.53.
Le Délégataire		28 rue Jean Panno 47400 TONNEINS	05.53.88.33.50	05.53.88.33.59
L'Opérateur en HO	Guichet Unique Patrimoine		0800 97 10 10	
L'Opérateur en cas d'urgence et en HNO	Supervision		0 805 02 10 10	

**ANNEXE 4 : CIRCULAIRE DGS n°524/DE DU 7 NOVEMBRE 2003**



**ANNEXE 5 : ATTESTATION D'ASSURANCE DU DÉLÉGATAIRE**

## PERSONNEL

### 7. Choix assureur pour risque statutaire du personnel (2012-2013-2014)

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Les dispositions statutaires et réglementaires prévoient que la protection sociale des fonctionnaires territoriaux est assumée conjointement par la collectivité employeur et par l'organisation générale de la sécurité sociale, cette dernière ne prenant en charge qu'une partie des prestations.

Ainsi, la commune est tenue d'assurer elle-même :

- la couverture des **risques maladie, maternité, invalidité temporaire non imputable au service, décès**, en ce qui concerne les prestations en espèces (versement du traitement ou d'une partie de ce traitement, notamment) ;
- la couverture des risques **accidents du travail et maladies professionnelles**.

La couverture des risques vieillesse et invalidité entraînant radiation des cadres est assurée par la CNRACL ; les prestations familiales sont versées par les caisses d'allocations familiales.

Le risque financier est très important pour la collectivité en cas de non-souscription d'un contrat d'assurance, puisque l'ensemble des sommes engagées en matière de rémunération, de prise en charge de soins, etc, sont alors à sa charge.

Pour bénéficier d'une garantie, la commune d'Aiguillon a, par délibération en date du 04 juillet 2008, décidé de souscrire avec la société GRAS SAVOYE – AXA un contrat d'assurance statutaire (2009-2012) garantissant les frais laissés à sa charge.

A l'examen des comptes de la collectivité des derniers exercices, et de l'évolution des résultats constatés, GRAS SAVOYE a, par courrier en date du 30 juin 2011, résilié ce contrat à titre conservatoire à compter du 31 décembre 2011, en proposant par ailleurs de renégocier les conditions tarifaires.

La commune a alors lancé un appel d'offres selon la procédure adaptée, du 29 juillet au 07 octobre 2011, pour la période 2012-2013-2014.

Suite au dépouillement des 6 offres reçues dans le cadre de cet appel public à la concurrence, et après négociation, le maire propose de retenir l'offre de la société GRAS SAVOYE – AXA, mieux-disante au vu des points forts suivants :

Taux de cotisation :

agents titulaires CNRACL	5,17%
agents titulaires et non-titulaires IRCANTEC	1,20%

Contenu du contrat : couverture de l'intégralité des obligations statutaires de l'employeur

Garantie du taux (annoncée) : pour toute la durée du contrat

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois

Régime du contrat : capitalisation (couverture des indemnités journalières jusqu'à la retraite des agents et des frais médicaux à titre viager, même après le terme du contrat)

Autres conditions particulières :

- revalorisation des indemnités journalières pendant et après la résiliation ou la terme du contrat,
- indemnisation des rechutes sans limite de temps après le terme ou la résiliation du contrat,
- réalisation de contre-visites et expertises médicales gratuitement,
- tiers-payant,
- assistance à la prévention des risques et à la réduction de la sinistralité,
- délai de déclaration de l'ensemble des sinistres porté à 90 jours,
- déclaration des sinistres possible sur internet et statistiques détaillées consultables en ligne,
- interlocuteur unique,
- qualité fonctionnelle du logiciel de gestion COLISEA.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
Le conseil municipal,**

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** d'accepter la proposition suivante pour l'assurance des risques statutaires du personnel communal :

Assureur : société GRAS SAVOYE – AXA

Durée du contrat : 3 ans à compter du 1er janvier 2012

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois

**Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL:**

Liste des risques garantis	taux
Décès	0,20%
Accident de service et maladie professionnelle	0,75%
Maladie ordinaire avec une franchise de 10 jours par arrêt	3,57%
Maladie de longue durée / longue maladie	
Maternité / Adoption / Paternité	0,65%
Total	5,17%

**Agents titulaires ou stagiaires et agents non-titulaires affiliés à l'IRCANTEC :**

Liste des risques garantis	taux
Décès	1,20%
Accident de service et maladie professionnelle	
Maladie ordinaire avec une franchise de 10 jours par arrêt	
Maladie de longue durée / longue maladie	
Maternité / Adoption / Paternité	
Total	1,20%

**AUTORISE** monsieur le maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférant,

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2012.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*

~~~~~

**FINANCES-COMPTABILITE**

**8. Demandes de subventions pour 2012**

**8.1. Réaménagement de l'école Marcel-Pagnol (8ème tranche – 2012) - Demandes de subvention au Conseil général de Lot-et-Garonne et à l'État**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un programme pluriannuel de travaux de réaménagement de l'école élémentaire Marcel-Pagnol a été décidé en séance du conseil municipal le 11 décembre 2004, afin d'adapter ces locaux, qui n'avaient pas connu de travaux importants de restructuration depuis les années 1950, aux besoins pédagogiques d'aujourd'hui .

Un maître d'œuvre a été désigné et sept tranches ont déjà été réalisées :

- 1<sup>e</sup> tranche : réalisation de 3 nouvelles classes (2005),
- 2<sup>e</sup> tranche : construction de sanitaires neufs et de la cantine (2006),
- 3<sup>e</sup> tranche : construction d'un préau, aménagement de la cour et de 2 salles de classe sous le préau (2007),
- 4<sup>e</sup> tranche : réaménagement du bâtiment ancien - démolition (hiv 2008),

- 5<sup>e</sup> tranche : réaménagement du rez-de-chaussée du bâtiment ancien (2009),
- 6<sup>e</sup> tranche : réaménagement des étages du bâtiment ancien (2010),
- 7<sup>e</sup> tranche : Aménagement de la garderie, de 4 classes et de sanitaires (2011).

Le marché de travaux correspondant à la tranche 2012 a été mis en dévolution le 25 avril 2008.

La 8<sup>e</sup> tranche prévue pour 2012 concerne les travaux suivants : réfection et aménagement de la cour, poursuite des coursives, réfection parking côté rue de Verdun.

Le montant prévisionnel de cette 8<sup>e</sup> tranche est le suivant :

Travaux :

|                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| Gros œuvre :                     | 71 000 €  |
| Charpente- couverture- zinguerie | 75 000 €  |
| Peinture                         | 6 000 €   |
| Électricité                      | 2 000 €   |
| VRD                              | 183 000 € |
| Équipement ludique et sportif    | 15 000 €  |
| total travaux HT                 | 352 000 € |

Honoraires et divers (15%) : 52 000,00 € HT

**TOTAL GÉNÉRAL : 404 000,00 € HT**  
**soit 483 184,00 € TTC**

Monsieur le maire dit que la commune peut solliciter, pour la réalisation de cette 8<sup>e</sup> tranche :

- une aide de l'État au titre de la DETR « établissements scolaires » 2012,
- une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bâtiments communaux : gros aménagements 2012 »

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire et après en avoir délibéré,  
le conseil municipal**

24 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**DÉCIDE** d'entreprendre la 8<sup>e</sup> tranche des travaux de réaménagement de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, qui correspond à la réfection et aménagement de la cour, poursuite des coursives, réfection parking côté rue de Verdun ;

**SOLLICITE** l'attribution d'une aide de l'État au titre de la DETR 2012 pour cette 8<sup>e</sup> tranche à hauteur de 35%, soit 123 200 €,

**SOLLICITE** l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bâtiments communaux : gros aménagements 2012 » pour cette 8<sup>e</sup> tranche à hauteur de 35% plafonné soit 45 325 €,

**APPROUVE** le plan de financement suivant pour cette 8<sup>e</sup> tranche :

Coût prévisionnel :

Travaux :

|                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| Gros œuvre :                     | 71 000 €  |
| Charpente- couverture- zinguerie | 75 000 €  |
| Peinture                         | 6 000 €   |
| Électricité                      | 2 000 €   |
| VRD                              | 183 000 € |
| Équipement ludique et sportif    | 15 000 €  |
| total travaux HT                 | 352 000 € |

Honoraires et divers (15%) : 52 000,00 € HT

**TOTAL GÉNÉRAL : 404 000,00 € HT**  
**soit 483 184,00 € TTC**

Financement :

|                                     |           |
|-------------------------------------|-----------|
| État (DETR 2012):                   | 123 200 € |
| Conseil général de Lot-et-Garonne : | 45 325 €  |
| Autofinancement                     | 314 659 € |

**ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

**DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2012 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

**AUTORISE** monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 26.12.2011*

*Visa Préfecture le 30 décembre 2011*



## **8.2. Étude de programmation de réhabilitation des espaces publics du centre-ville (2012) - Demande de subvention au Conseil général de Lot-et-Garonne**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune souhaite poursuivre ses actions de réaménagement du centre-bourg, que ce soit par exemple pour moderniser le mobilier urbain et le rendre plus fonctionnel et esthétique, pour valoriser le patrimoine architectural et urbain dans un souci touristique, pour réhabiliter les réseaux d'assainissement et d'eau potable, mais aussi pour mettre aux normes la voirie et la rendre ainsi accessible aux personnes à mobilité réduite ou encore améliorer la performance énergétique des équipements d'éclairage public.

La réalisation d'une étude de programmation globale de réhabilitation des espaces publics du centre-ville visera donc à :

- harmoniser, du point de vue esthétique, technique et environnemental, les actions et opérations d'aménagement urbain à venir, à partir d'un état des lieux de l'existant,
- définir une programmation cohérente et priorisée des tranches de travaux à venir, avec une évaluation financière.

Elle s'attachera donc à détailler les éléments suivants :

- la description de la situation existante (rues déjà réhabilitées, état des voiries et réseaux, patrimoine architectural) au regard des obligations définies par la réglementation nationale et locale (Plan Local d'Urbanisme, secteur ABF),
- les préconisations et la programmation, par ordre de priorité, des travaux nécessaires pour atteindre les objectifs de rénovation de la ville dans le respect des obligations susvisées,
- l'évaluation financière des préconisations et la planification.

Cette action s'inscrit dans un projet territorial :

- plusieurs réhabilitations de rues du centre-ville depuis 10 ans : rues L. Blanc, E. Bazin, Jules-Ferry (2010-2011) ;
- mises aux normes ou modernisation successives : éclairage public cours Alsace-Lorraine en 2011, mobilier urbain ;
- mise en place d'un nouveau plan de circulation en 2011, pour fluidifier les déplacements, favoriser les déplacements doux alternatifs, rationaliser le stationnement ;
- actions de développement touristique (ex: aménagement espace détente au bord du Lot, gîtes et camping communaux) ; réhabilitation du patrimoine (cloches de l'église St Félix) ; participation au concours "Villes et village fleuris"; mise en place d'une signalétique touristique en centre-ville ; projet d'OCMAC par le

SMAV Lot pour développer le commerce en centre-ville.

Le montant prévisionnel de ce projet est le suivant :

|               |                                |
|---------------|--------------------------------|
| Frais d'étude | 10 033 € HT, soit 12 000 € TTC |
|---------------|--------------------------------|

Monsieur le maire dit que la commune peut solliciter, pour la réalisation de cette étude :

- une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bastides, villages de caractère, et plus beaux villages de France 2012 »

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire et après en avoir délibéré,  
le conseil municipal**

24 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**DÉCIDE** de la réalisation d'une étude de programmation globale de réhabilitation des espaces publics du centre-ville, à partir d'un état des lieux de l'existant,

**SOLLICITE** l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Bastides, villages de caractère, et plus beaux villages de France 2012 » pour ce projet à hauteur de 40% soit 4 013 €,

**APPROUVE** le plan de financement suivant pour ce projet :

Coût prévisionnel :

|               |                                |
|---------------|--------------------------------|
| Frais d'étude | 10 033 € HT, soit 12 000 € TTC |
|---------------|--------------------------------|

Financement :

|                                     |         |
|-------------------------------------|---------|
| Conseil général de Lot-et-Garonne : | 4 013 € |
| Autofinancement                     | 7 097 € |

**ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

**DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2012 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

**AUTORISE** Monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 26.12.2011*

*Visa Préfecture le 5 janvier 2012*



**8.3. Acquisition de ralentisseurs et panneaux de signalisation pour diminuer la vitesse en  
centre-ville - Demande de subvention « Amende de police » au Conseil Général 47**

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

La mise en place du nouveau plan de circulation urbaine en centre-ville depuis mai 2010 a, à côté des effets bénéfiques sur la fluidification du trafic et la rationalisation du stationnement, entraîné des modifications négatives des comportements routiers. Ainsi, on peut noter un accroissement de la vitesse de circulation des véhicules dans certaines rues désormais à sens unique ou au trafic accentué.

En complément de l'aménagement d'un giratoire à l'intersection des rues de Visé/ de Verdun / des Frères Andrieu en 2011, il est donc nécessaire de compléter les équipements existants (ralentisseurs, panneaux de signalisation) afin d'améliorer la sécurité des piétons et cyclistes, dans les rues de Verdun, Gambetta et de Visé.

Le coût prévisionnel total de ces travaux s'élève à 16 372 € HT (soit 19 581 € TTC).

Monsieur le maire propose de solliciter l'aide du Conseil général de Lot-et-Garonne pour l'attribution d'une subvention au titre du régime d'aide : « Répartition du produit des amendes de police » 2012.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

24 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**DÉCIDE** l'acquisition de ralentisseurs et panneaux de signalétique afin de remplacer et /ou compléter les équipements existants ;

**SOLLICITE** l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Répartition du produit des amendes de police - 2012 », à hauteur de 40% d'un montant total de travaux plafonné à 15 200 € HT, soit 6 080 €,

**DÉFINIT** ainsi qu'il suit le plan de financement de l'opération :

Coût des travaux : 16 372 € HT, soit 19 581 € TTC

Financement :

Conseil général 47 (subvention 2012) : 6 080 €

Commune : 13 501 €

**ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

**DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2012 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge.

*Publié le 26.12.2011*

*Visa Préfecture le 30 décembre 2011*



#### **8.4. Renforcement et réhabilitation du réseau assainissement rue Gambetta et rue Marceau -relance demande de subvention au Conseil Général 47**

Monsieur le maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 21 décembre 2009, le conseil municipal a décidé de réaliser la première tranche de travaux de renforcement et de réhabilitation du réseau assainissement dans les rues Gambetta et Marceau, lesquelles comportent actuellement un réseau unitaire sous-dimensionné et en mauvais état.

Les travaux n'ont pas été réalisés car il a été nécessaire entretemps de se consacrer aux autres projets engagés dans le même domaine : réhabilitation de la station d'épuration, des réseaux rues Robin, Jean-Moulin et République.

L'estimation globale de ces travaux s'élevait alors à 166 250 € HT soit 198 835 € TTC, en deux tranches. Il est nécessaire de mettre à jour cette estimation pour tenir compte de l'évolution des prix, selon le détail suivant :

| <i>Désignation</i>                                                                                                  | <i>Longueur<br/>ml</i> | <i>Nombre<br/>branch U</i> | <i>Montant € HT<br/>travaux</i> | <i>Montant € HT<br/>TDC*</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------|---------------------------------|------------------------------|
| Renforcement et réhabilitation réseau / rue Marceau :<br>canalisation en béton Ø 600 mm<br>profondeur environ 2 m   | 75                     | 11                         | 46 818 €                        | <b>57 222 €</b>              |
| Renforcement et réhabilitation réseau / rue Gambetta :<br>canalisation en béton Ø 1000 mm<br>profondeur environ 2 m | 270                    | 68                         | 239 292 €                       | <b>286 110 €</b>             |
| <b>TOTAL en€ HT</b>                                                                                                 |                        |                            | 286 110 €                       | <b>343 332 €</b>             |
| <b>Soit TTC</b>                                                                                                     |                        |                            | 342 188 €                       | <b>410 625 €</b>             |

\* Toutes Dépenses Comprises (travaux + étude de sol, honoraires, actualisation et divers)

## 2. AUTRES TRAVAUX

| Désignation                                                      | Unité | P.U. en € HT | Montant € HT travaux | Montant € TTC |
|------------------------------------------------------------------|-------|--------------|----------------------|---------------|
| Recalibrage du déversoir d'orage situé en bas de la rue Gambetta | 1     | 2 601 €      | <b>2 601 €</b>       | 3 111 €       |

|                                                                |   |       |                |         |
|----------------------------------------------------------------|---|-------|----------------|---------|
| Option : remplacement des bouches avaloirs et grilles avaloirs | 9 | 624 € | <b>5 616 €</b> | 6 717 € |
|----------------------------------------------------------------|---|-------|----------------|---------|

### TOTAL :

| Sans option       | Montant en € HT  | Montant en € TTC |
|-------------------|------------------|------------------|
| 1e tranche (2012) | 172 966 €        | 206 868 €        |
| 2e tranche (2013) | <u>172 966 €</u> | <u>206 868 €</u> |
| <b>TOTAL</b>      | 345 933 €        | 413 736 €        |

  

| Avec option       | Montant en € HT  | Montant en € TTC |
|-------------------|------------------|------------------|
| 1e tranche (2012) | 172 966 €        | 206 868 €        |
| 2e tranche (2013) | <u>178 583 €</u> | <u>213 585 €</u> |
| <b>TOTAL</b>      | 351 549 €        | 420 453 €        |

Une subvention avait été sollicitée à cet effet auprès du Conseil Général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide «Agriculture et équipement rural – Assainissement collectif - 2010 ».

Monsieur le maire indique qu'il est désormais nécessaire de mettre à jour l'estimation initiale des coûts afin de relancer la demande de subvention auprès du Conseil général pour une inscription des crédits en 2012.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

24 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**CONFIRME** la réalisation en 2012 de la première tranche de travaux de renforcement-réhabilitation du réseau unitaire dans les rues Gambetta et Marceau ;

**DIT** que le coût prévisionnel total mis à jour pour la première tranche s'élève à : 172.966 € HT soit 206.868 € TTC ;

**DÉFINIT** ainsi qu'il suit le plan de financement de la 1e tranche de l'opération :

Coût des travaux : 172 966 € HT, soit 206 868 € TTC

Financement :

Conseil général 47 (subvention 2012) : 60 538 €

Commune : 146 330 €

**SOLLICITE** de nouveau l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « AEP zones rurales et assainissement bourgs - 2012 », pour cette première tranche de travaux à hauteur de 35%, soit 60.538 €,

**ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;



**DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2012 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge.

*Publié le 26.12.2011*

*Visa Préfecture le 30 décembre 2011*



## **9. Indemnité de conseil 2011 – receveur municipal Trésor Public**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Un arrêté interministériel en date du 16 septembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor Public chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le conseil municipal, considérant les services rendus pour l'exercice 2011 par monsieur Michel Saint-Mézard, Receveur, en sa qualité de conseiller économique et financier de la Commune d'Aiguillon et des services rattachés, est appelé à lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté susvisé.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
Après délibération,**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention*

**VU** l'article 97 de la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions,

**VU** le décret N° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État,

**DÉCIDE** d'accorder une indemnité de conseil à monsieur Michel Saint-Mézard, Receveur municipal de la commune au taux de 100 % pour l'année 2011,

**DIT** que cette indemnité est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, soit un total dû de 996,82 € net,

**DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2011 à l'article 6225.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*



## **AFFAIRES DIVERSES**

### **10. Convention avec le CDG47 - « Sécurité du système informatique »**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « L'élus rural numérique », le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne a ouvert un service intitulé « Sécurité du système d'information » qui a pour objet :

- l'accès à un outil de gestion de parc et de support informatique,
- la sauvegarde déportée automatisée,
- la protection des postes de travail et des serveurs,
- l'accompagnement dans la mise en conformité avec la loi « Informatique et Libertés ».

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adhérer à la convention « Sécurité du système d'information » proposé par le CDG 47 pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction ;
- d'autoriser le paiement du montant de la cotisation annuelle s'élevant à 242 euros pour une année ;
- de procéder au déploiement de la solution de sécurité informatique pour tous les postes de travail et serveurs de l'hôtel de ville, de la médiathèque, des ateliers municipaux et des écoles, au tarif de 20 euros par poste et par an ;
- d'autoriser monsieur le maire à signer tous documents s'y rapportant.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**AUTORISE** monsieur le maire à faire appel au service « Sécurité du système d'information » proposé par le CDG 47 pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction,

**APPROUVE** le paiement du montant de la cotisation s'élevant à 242 euros pour une année,

**ACCEPTE** que soit procédé au déploiement de la solution de sécurité informatique pour tous les postes de travail et serveurs de l'hôtel de ville, de la médiathèque, des ateliers municipaux et des écoles, au tarif de 20 euros par poste et par an ;

**AUTORISE** monsieur le maire à signer la convention correspondante jointe en annexe et tout document s'y rapportant.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 5 janvier 2012*

A.R. PREFECTURE

047-214700049-20111216-2011\_132\_3\_6-DE  
Regu le 03/01/2012



## Convention d'adhésion « Sécurité du système d'information »

ENTRE : Le Maire de ..... habilité par délibération du Conseil Municipal en date du .....

ET : Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 novembre 2010 rendue exécutoire le 27 décembre 2010

### Il est préalablement exposé :

L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée fixant le nouveau statut des fonctionnaires territoriaux permet aux Centres de Gestion de recruter des fonctionnaires en vue d'assurer des services communs à plusieurs collectivités et établissements.

Vu la demande de la Commune de .....

### Il est en conséquence convenu :

ARTICLE 1 : La Commune de ..... adhère au service « **Sécurité du système d'information** » proposé par le pôle numérique du Centre de Gestion.

ARTICLE 2 : Les prestations réalisées dans la cadre de la présente convention par le Centre de Gestion pour le compte de la collectivité sont les suivantes :

#### a) Informatique et Libertés :

- la **sensibilisation et l'information** relative à la loi Informatique et Libertés,
- la réalisation d'**audit du système d'information** en matière de traitements de données à caractère personnel et l'aide à la mise en conformité avec les principes édictés par la CNIL,
- l'animation d'un réseau de **correspondants informatique et libertés** (CIL).

#### b) Sécurité informatique :

- la réalisation d'**audit des équipements informatiques** (matériels et logiciels)
- formulation de **préconisations**.

#### c) Sauvegarde déportée :

- l'accès une **plateforme de sauvegarde** pour les bases de données métier,
- la **formation** des utilisateurs et l'**assistance technique**.

#### d) Gestion de parc informatique :

- l'accès une **plateforme de gestion de parc en ligne**,
- l'**inventaire automatique** du parc et la mise à jour à distance des logiciels.

#### e) Solution de sécurité informatique :

- l'acquisition groupée de **licences de logiciels de sécurité**,
- l'**installation sur site** et la **supervision** par console d'administration,
- la **formation** des utilisateurs et l'**assistance technique**.

**ARTICLE 3 :** La présente convention prend effet le JJ mois AAAA pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

**ARTICLE 4 :** La prestation est facturée dans les conditions suivantes (tarifs 2011) :

• **cotisation annuelle de base calculée comme suit :**

|                                                                                                             |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| ☞ Communes de moins de 250 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de moins de 4 agents.....   | 50 euros  |
| ☞ Communes de 250 à 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 4 à 7 agents .....          | 67 euros  |
| ☞ Communes de 500 à 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 8 à 9 agents .....          | 92 euros  |
| ☞ Communes de 1 000 à 1 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 10 à 19 agents .....    | 125 euros |
| ☞ Communes de 2 000 à 3 499 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 20 à 29 agents .....    | 150 euros |
| ☞ Communes de 3 500 à 4 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 30 à 59 agents .....    | 183 euros |
| ☞ Communes de 5 000 habitants et plus, Etablissements publics et Budgets annexes de 60 agents et plus ..... | 242 euros |
| ☞ Collectivités non affiliées .....                                                                         | 283 euros |

• **formation :**

☞ Journée de formation sur site : 240 euros

• **audit (Informatique et Libertés / Sécurité informatique) :**

☞ Journée d'audit (intervention sur site et compte-rendu) : 240 euros

• **solution de sécurité informatique :**

☞ Tarif licence par poste et par an : 20 euros

**ARTICLE 5 :** Le règlement de la participation de la collectivité ou de l'établissement interviendra sur présentation d'un mémoire établi par le Centre de Gestion.

**ARTICLE 6 :** Les tarifs peuvent être modifiés à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion. Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la Collectivité. Celle-ci disposera d'un délai de 3 mois pour, si elle le souhaite, dénoncer la présente convention. L'effet de la dénonciation sera à la date de notification de la décision.

**ARTICLE 7 :** La présente convention pourra en outre être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de l'organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée :

- au Centre de Gestion avant le 31 octobre de l'année s'il s'agit d'une initiative locale. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année ;

- à la Collectivité avant le 31 juillet de l'année s'il s'agit d'une initiative du Centre de Gestion. La décision prendra effet au 31 décembre de l'année.

A ....., le .....

A Agen, le .....

Le Maire,  
(sceau et signature)

Le Président,

.....

Jean DREUIL



## AFFAIRE DE DERNIERE MINUTE

### **11. Accord de principe pour la négociation du contrat d'assurance des risques statutaires 2013-2014-2015 par le CDG 47**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Le conseil municipal est appelé à autoriser monsieur le maire à donner pouvoir au Centre Départemental de Gestion de la FPT 47 pour négocier pour son compte un contrat d'assurance statutaire (2013-2014-2015) garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents (congé de maladie ordinaire, congé de maternité / adoption, longue maladie, longue durée, accident de service, maladie professionnelle, décès).

Le contrat groupe d'assurance statutaire conclu par le CDG47, dont la commune d'Aiguillon a été bénéficiaire jusqu'au 31 décembre 2011, arrive à son terme le 31 décembre 2012.

Les collectivités intéressées doivent faire parvenir une délibération de principe chargeant le CDG de la mise en concurrence ainsi qu'une fiche statistique le 31 janvier 2012. Il s'agit là d'une opportunité offerte par le CDG47 mettant en place une procédure de mise en concurrence et négociant directement avec les assureurs afin d'obtenir les meilleurs taux de cotisation ainsi que des services associés de qualité.

Le fait de charger le CDG de cette mise en concurrence n'engage pas la Commune. En effet, ce n'est qu'au terme de la consultation qu'il lui appartiendra, si les conditions négociées par le CDG lui conviennent, de prendre une délibération pour adhérer au contrat à compter du 1er janvier 2013. Par contre, les collectivités qui n'auront pas donné leur accord de principe avant le 31 janvier 2012 ne pourront bénéficier des taux préférentiels issus de la mutualisation.

#### **Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux ;

#### **DÉCIDE .**

**Article unique :** La commune charge le Centre de gestion de négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Ce contrat est ouvert à adhésion facultative. La commune se réserve la faculté d'y adhérer.

Le contrat groupe prévoira la prise en charge de tout ou partie des risques suivants :

- agents CNRACL (régime spécial) :  
Maladie ordinaire, maternité, accident de service, décès, longue maladie / longue durée,
- agents IRCANTEC (régime général) :  
Maladie ordinaire, maternité, accident de service, grave maladie,

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la commune / l'établissement une ou plusieurs formules.

Le contrat groupe devra également avoir les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans, à effet au premier janvier 2013  
Régime du contrat : par capitalisation

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*

~~~~~

## 12. Garantie d'emprunt 47 500€ - travaux passage au numérique Cinéma Confluent

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2252-1,

En tant que collectivité territoriale, la Commune peut accorder une garantie d'emprunt ou leur cautionnement à un entreprise, sous certaines conditions. Ne peuvent être garantis que les seuls emprunts, à l'exclusion des avances de trésorerie, des pertes financières, etc.

A ce jour, la commune d'Aiguillon garantit 4 emprunts, dont 3 pour la maison de retraite (capital restant dû : 170.334 €), et 1 pour le cinéma (capital restant dû : 1 689 €).

L'association Cinéma Confluent souhaite contracter un emprunt-relais pour financer l'investissement nécessaire au passage à la technique du numérique, d'un montant total de cet emprunt s'élevant à quatre vingt-quinze mille euros (95 000 €).

Le conseil municipal est appelé à accepter que la commune d'Aiguillon se porte co-garante de cet emprunt avec la Communauté de communes.

Ainsi, la commune d'Aiguillon s'engagerait, en cas de non -paiement des sommes dues aux échéances convenues, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, et ce à hauteur de cinquante pour cent (50 %) de ce prêt, soit quarante-sept mille cinq cent euros (47 500 €). La Communauté de communes du Confluent se porterait garante pour la partie restante

### Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

24 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

**ACCEPTE** que la commune d'Aiguillon se porte co-garante de l'emprunt-relais contracté par l'association Cinéma Confluent pour financer l'investissement nécessaire au passage à la technique du numérique, d'un montant total de cet emprunt s'élevant à quatre vingt-quinze mille euros (95 000 €),

**FIXE** montant de cette garantie d'emprunt à hauteur de cinquante pour cent (50 %) de ce prêt, soit quarante-sept mille cinq cent euros (47 500 €) ; la Communauté de communes du Confluent se portant garante pour la partie restante ;

**DIT** que les crédits correspondants aux provisions pour risques et charges financiers seront inscrits au budget primitif 2012 de la commune en application du principe de précaution et sincérité ;

**AUTORISE** monsieur le maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*



## 13. Création contrat CUI-CAE balayage à TNC (20 heures hebdomadaires)

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Il est nécessaire de créer un emploi d'agent d'entretien polyvalent (salubrité publique, voirie) sur le grade d'Adjoint technique de 2e classe dans le cadre du Contrat Unique d'Insertion « immersion » à temps non complet (20 heures hebdomadaires), à compter du 19 décembre 2011.

Le contrat unique d'insertion (CUI) est un contrat de travail associant formation et aide financière pour provoquer l'embauche de personnes dont les candidatures pour occuper un emploi sont habituellement rejetées. En tant que collectivité territoriale, la commune peut être employeur d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE), qui concerne des emplois dans le secteur public ou associatif.

Sont prioritaires :

- les bénéficiaires des minima sociaux : revenu de solidarité active ( [RSA](#) ), allocation temporaire d'attente ( [ATA](#) ), allocation de solidarité spécifique ( [ASS](#) ), allocation aux adultes handicapés (

- [AAH](#) ) ;
- les jeunes suivis par une mission locale et engagés dans un contrat d'insertion dans la vie sociale ( [CIVIS](#) ).

Le CUI est un contrat de travail de droit privé. Il est conclu pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée.

Lorsque le contrat est à durée déterminée :

- sa durée minimale est de 6 mois (3 mois pour les personnes condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine),
- sa durée maximale, renouvellements et prolongements inclus, est de 2 ans.

Pour les bénéficiaires d'un CUI-CAE ayant signé une convention avec une collectivité territoriale ou une autre personne de droit public, la durée de travail peut varier d'une semaine ou d'un mois sur l'autre, à condition de ne pas dépasser les 35 heures hebdomadaires et de laisser constante la rémunération due mensuellement au salarié.

L'employeur perçoit une aide financière de l'État d'un montant variable pouvant atteindre :

- 47% du SMIC brut pour les CUI-CIE,
- 70% du SMIC brut pour les CUI-CAE.

Le bénéficiaire du CUI doit pouvoir avoir accès aux formations utiles pour développer ses compétences professionnelles. Avec l'accord de son employeur, et si lui-même le souhaite, il doit aussi pouvoir suspendre le CUI pour saisir une opportunité d'action concourant à son insertion professionnelle. En cas de CUI-CAE, il peut enfin effectuer des périodes d'immersion dans des entreprises privées.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer.

**Le conseil municipal,  
Après délibérations**

*24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

**DÉCIDE** de créer un emploi d'agent d'entretien polyvalent sur le grade d'Adjoint technique de 2e classe dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion - immersion », pour la réalisation de travaux d'entretien divers (salubrité publique voirie) à compter du 19 décembre 2011 ;

**PRÉCISE** que ce contrat sera d'une durée initiale de 12 mois renouvelable 1 fois dans la limite de 24 mois, et d'une durée hebdomadaire de travail fixée à 20 heures ;

**INDIQUE** que la rémunération de cet emplois sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail ;

**AUTORISE** monsieur le maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour les recrutements (convention avec le Pôle Emploi- Mission Locale de l'emploi) ;

**PRÉCISE** que la mairie d'Aiguillon bénéficiera d'une aide mensuelle de l'État dans les conditions arrêtées dans le cadre de la convention avec Pôle emploi, ainsi que de l'exonération des cotisations patronales.

*Publié le 26.12.2011*

*Visé Préfecture le 2 janvier 2012*

~~~~~

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20H40.

~~~~~

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO  
(absente)

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI  
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE  
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI



Mohamed LAHSAÏNI  
(absent)

Franck GAY  
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ

Brigitte CAMILLERI  
(absente)

Alain REGINATO